



CGT FINANCES PUBLIQUES de la GIRONDE

cgt.drfin33@dgfip.finances.gouv.fr

Compte Rendu CAPL C du 28 mai 2019

MUTATIONS au 1er septembre 2019

12° étage, Tour A

Cité administrative - Boite 85 - 33090 Bordeaux cedex

☎ 05 56 24 81 52 – 06 48 76 37 69

La CGT donne lecture de la déclaration liminaire jointe en annexe.

Nous avons 572 emplois C en Gironde et après le mouvement il **restera une vacance de 46 emplois !** Pour la Direction, cette donnée est à mettre en relation avec l'arrivée des stagiaires C qui seront au nombre de 52. Toutefois, à l'heure actuelle, 8 stagiaires ont déjà décliné puisque lauréats d'autres concours. Malgré tout, la Direction affirme qu'elle a tenu compte des départs à la retraite entre le 1er septembre 2019 et le 1er janvier 2020. Ainsi, elle devrait arriver à un ratio de pratiquement 100% d'emplois occupés. Mais c'est sans tenir compte des temps partiels...

La Direction regrette que certains collègues n'aient pas reçu plus en amont l'information d'une suppression de poste mais affirme avoir averti les services de cette forte probabilité dès le début de l'année 2019. Elle ne manquera pas de donner des nouvelles consignes afin de ne pas reproduire ce genre d'électrochoc.

Concernant les affectations d'ERD, le Président de la CAPL insiste sur le fait qu'il ne s'agit pas de recrutement « à la bobine » mais bien d'un recrutement sur la base du dossier de l'agent et de l'entretien. Cette affectation nécessitant de solides acquis dans un contexte difficile. Il convient aussi d'avoir une grande faculté d'adaptation et l'entretien permet à l'agent de bien prendre conscience de ce que le terme « mobilité » induit. Pour la CGT, les postes dit « à profil » laissent planer trop de subjectivité et restent des recrutements opaques.

CAPL Mouvement Local au 1er septembre 2019 :

Il y a eu 151 demandes de mutations : 132 demandes internes dont 83 ALD. En entrée de mouvement, 11 demandes n'ont pas abouti car pas de postes souhaités disponibles. La CGT rappelle l'importance de demander ce que l'on veut et d'élargir les choix plutôt que de se cantonner aux postes vacants avant le mouvement. Le départ de collègues vers un autre poste ouvrant une vacance là où il n'y en avait peut-être pas avant le mouvement.

Concernant le mouvement interne :

100 collègues ont obtenu leur 1er vœux

10 collègues ont obtenu leur 2nd vœux

7 collègues ont obtenu leur 3^{ème} vœux

2 collègues ont obtenu leur 4^{ème} vœux

1 collègue a obtenu son 6^{ème} vœux

1 collègue a été affecté d'office

Concernant le mouvement externe :

10 collègues ont obtenu leur 1er vœux

6 collègues ont obtenu leur 2nd vœux

2 collègues ont obtenu leur 3^{ème} vœux

1 collègue a été affecté d'office

Le mouvement a été orchestré sur la base des règles en vigueur. Aucun dossier n'est passé hors règles sur décision de la Directrice.

Même si le projet local soumis aux élus respecte la règle de l'ancienneté, le mouvement reste déficitaire. Pour cette raison et celles invoquées dans la déclaration liminaire jointe, la CGT a voté contre le projet de mouvement local.

Vote : ABST : Néant, CONTRE : 3 (CGT, FO et Solidaires), POUR : 4 (Direction)

LES ELU.ES CGT EN CATEGORIE C

Nagime HADOUCH: Trésorerie de LIBOURNE 05 57 55 43 52

Sophia EL-AZZAOUI : Paierie régionale 05 56 90 78 56

Nadège VIRY : Trésorerie de BLAYE : 05 57 42 75 75



Bordeaux, le 23 mai 2019

CAPL du 28 mai 2019

Mouvement du 1er septembre 2018 des Cadres C

DÉCLARATION LIMINAIRE DES ÉLU.ES CGT FINANCES PUBLIQUES DE LA GIRONDE

Monsieur le Président,

Les élu.es de la CGT Finances Publiques de la CAP locale de la Gironde vous alertent aujourd'hui encore sur le sous-effectif et la destruction des règles de mutations en vigueur à la DGFIP pour les agents de catégorie C à travers:

- ▶ **La remise en cause de l'affectation RAN/missions/structures : c'est l'affectation au département pour tout le monde !**
- ▶ **Allongement du délai de séjour de 1 à 2 ans entre deux mutations, sauf situations de rapprochement familial ;**
- ▶ **Allongement du délai de séjour à 3 ans en 1ere affectation et lors de promotions dans une autre catégorie, sauf situations de rapprochement familial;**
- ▶ **Suppression du mouvement de mutation complémentaire pour la catégorie C.**

Le but est évident: freiner la rotation excessive des agents, qui nuit au bon fonctionnement des services et donner la main aux directeurs locaux pour affecter les agents en fonction de leurs besoins...

La CGT Finances Publiques condamne ces reculs et demande à nouveau que l'administration retire son projet.

Le recrutement de 1399 lauréats des concours internes et externes de catégorie C ne viendra pas combler l'ensemble les 2618 postes laissés vacants par l'administration !

Sous effectifs, suppressions de postes, fermetures/regroupements de trésoreries de proximité, fusions des SIP, fusions des SIE, regroupements des SPF, création de PCR, transfert de l'enregistrement, PAS, ...la liste est longue !

C'est la casse de la DGFIP qui est à l'ordre du jour : des pans entiers de missions sont supprimés, externalisés et le maillage territorial de notre administration est en cours de démantèlement. C'est inacceptable pour les agents et la population.

L'Administration prouve encore une fois son mépris envers les agents qui subissent au quotidien les conséquences de ses choix : stress, souffrance au travail et difficultés croissantes à accomplir les missions dans un contexte de sous-effectif permanent.

En Gironde comme ailleurs, la catégorie C est la première touchée. En effet, c'est elle qui a supporté la quasi-totalité des suppressions d'emplois que subie la DGFIP depuis plus de 10 ans. Elle est également particulièrement impactée par l'insuffisance de revalorisation du point d'indice dans la fonction publique et le blocage des déroulements de carrière.

Aujourd'hui, notre département est précurseur des nouvelles règles de gestion de personnel qui s'appliqueront demain à tous. Ainsi sur ce mouvement :

- 15 agents C ont été contraints faire une demande de mutation car leur poste était transféré ou supprimé. Certains d'entre eux l'apprenant quelques jours avant l'ouverture de la campagne de mutation par le service des Ressources Humaines ! Quoi de plus choquant pour un collègue déjà à un niveau de stress très élevé, du fait des sous-effectifs grandissant dans les structures, que d'apprendre du jour au lendemain qu'il était en fait sur un siège éjectable qui vient justement de l'envoyer valser ?
- 83 demandes d'agents ALD ont été faites dont 59 ont permis leur régularisation sur leur chaise. La CGT ne pourrait que s'en féliciter si ce n'était aux détriments de collègues plus anciens dans le grade, victimes des restructurations. Pour ces derniers, **c'est la double peine !**
- Les obtentions de postes de l'ERD sont très opaques... Qu'est-ce qui vous a permis d'évincer un agent plutôt qu'un autre ? La CGT demande la plus grande transparence sur ces postes dit « à profil » qu'on devrait plutôt appeler « à la face » puisqu'ils semblent se faire à la tête de l'agent.

La CGT Finances Publiques condamne fermement les politiques d'austérité qui conduisent aux suppressions d'emplois et insiste sur l'urgence de la situation en réaffirmant que l'administration doit recruter à hauteur des besoins réels. Ceci permettrait d'améliorer la situation, de plus en plus inquiétante, des agents et des services.

A l'heure du procès de France Télécom, la CGT ne cesse de tirer la sonnette d'alarme et met l'accent sur les similitudes entre ce que nous vivons aujourd'hui aux Finances Publiques et ce qui c'est passé dans l'entreprise renommée aujourd'hui Orange il y a une quinzaine d'année. La mise en place d'un numéro vert d'écoute psychologique ne mettant que la poussière sous le tapis !

En tout état de cause, la CGT Finances Publiques 33 exige l'abandon immédiat de ces plans destructeurs!

La CGT Finances Publiques 33 continuera à rechercher l'unité d'action la plus large possible afin de construire un rapport de force à la hauteur, capable de bloquer cette entreprise de casse généralisée et faire avancer les revendications des agents.

Non au démantèlement de notre administration et halte aux suppressions d'emploi !

La CGT Finances Publiques de la Gironde est attachée à un service public de proximité et à des conditions de travail décentes pour les agents.

Dans ces conditions et pour toutes les raisons ainsi évoquées, les élus CGT voteront contre ce projet d'affectations locales.

Les élu.es CGT Finances Publiques 33